

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

**Brèves**  
MOYEN-ORIENT : UNE  
TRENTAINE DE RO-  
QUETTES TIRÉES DU  
LIBAN VERS ISRAËL

**Trente-quatre** roquettes ont été tirées, jeudi 6 avril, du Liban vers Israël, blessant une personne et causant des dégâts matériels, au lendemain de l'irruption violente de la police israélienne dans la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem. Vingt-cinq ont été interceptées par la défense anti-aérienne et au moins cinq sont tombées sur le sol israélien. La Force intérimaire des Nations unies (Finul), déployée dans le sud du Liban, a appelé à la retenue hier après ces tirs de roquettes du pays du Cèdre vers l'État hébreu.

**SOUDAN : APPEL À  
MANIFESTER APRÈS UN  
NOUVEAU REPORT DE  
L'ACCORD DE SORTIE DE  
CRISE**

La signature de l'accord-cadre prévoyant un retour au partage du pouvoir entre civils et militaires, condition sine qua non à la reprise de l'aide internationale au Soudan, n'a pas lieu comme prévu hier, a annoncé dans un communiqué, le bloc civil historique des Forces de la liberté et du changement (FLC) qui a appelé à manifester en ce jour marquant l'anniversaire de soulèvements anti-putsch. « La signature a été reportée en raison de la reprise des pourparlers entre militaires... Les négociations ont progressé sur plusieurs points mais une dernière question doit encore être finalisée », indique le texte.

**RDC : À HUIT MOIS DES  
ÉLECTIONS, L'UNION  
SACRÉE DE TSHISEKEDI  
SE DOTE D'UNE CHARTE**

En RDC, Félix Tshisekedi formalise sa machine politique à huit mois des élections générales dont la présidentielle à laquelle il compte être candidat. Mercredi 5 avril à Kinshasa, le parti présidentiel et tous ses alliés ont adopté à l'unanimité la charte constitutive de l'Union sacrée de la nation qui compte désormais des organes pour sa gestion. Cette coalition compte aussi bien d'anciens opposants au régime que des alliés aux ambitions présidentielles.

Rassemblées par JMN

# France : 11e jour de mobilisation dans les rues contre la réforme des retraites

Josiane MBANG NGUEMA (source RFI)  
Libreville/Gabon

En France, les manifestants sont à nouveau descendus dans la rue jeudi 6 avril pour la 11e fois contre la réforme des retraites, alors que les discussions entre syndicats et gouvernement sont dans l'impasse, à une semaine de la décision du Conseil constitutionnel. Mercredi, le rendez-vous entre la Première ministre, Elisabeth Borne, et l'intersyndicale a tourné court, le gouvernement refusant de retirer son projet. Selon les premiers chiffres annoncés par la CGT, quelque 400 000 personnes seraient présentes dans les rues parisiennes, contre 450 000 lors de la précédente manifestation parisienne. De son côté, le ministère de l'Intérieur a annoncé que 57 000 personnes ont défilé à Paris (contre 93 000 manifestants le 28 mars) et 570 000 dans tout le pays (contre 740 000 lors de la 10e mobilisation).

Avant le départ du cortège parisien, la nouvelle secrétaire générale de la CGT Sophie Binet a fustigé un gouvernement qui « vit dans une réalité parallèle », l'accusant de faire « comme si de rien n'était » face à la « profonde colère » contre la réforme. Le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, a observé que « la contestation est toujours aussi forte » même si les chiffres de participation du jour ne sont « pas les plus importants depuis le début » du mouvement social.

En fin de matinée, des cheminots ont aussi envahi brièvement l'ancien siège du Crédit Lyonnais à Paris, où se trouvent actuellement plusieurs entreprises de la finance, notamment BlackRock, le géant de Wall Street.

« On est là ! » ont chanté les militants SUD-Rail et CGT dans le hall de l'immense immeuble dans le IIe arrondissement de la capitale, choisi parce qu'il symbolise selon eux les banques et la richesse.



Les manifestations contre la réforme des retraites dans la rue à Paris.

## Rabat : le Maroc condamne vivement l'incursion des forces israéliennes dans la Mosquée Al Aqsa

JMN  
Libreville/Gabon

Le Royaume du Maroc condamne vivement l'incursion des forces israéliennes dans la Mosquée Al Aqsa ainsi que l'agression et la terreur des fidèles en plein mois sacré de Ramadan, a indiqué mercredi le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger. Le Royaume du Maroc, dont le Roi Mohammed VI préside le Comité Al Qods, souligne la nécessité de respecter le statut juridique, religieux et historique d'Al Qods et des lieux saints et d'éviter toutes les pratiques et violations qui sont à même d'anéantir toutes les chances de paix dans la région, relève le communiqué. Le Royaume réitère son rejet



Le roi Mohammed VI a souligné la nécessité de respecter les lieux saints.

de ce genre de pratiques qui ne font que compliquer et exacerber la situation dans les territoires palestiniens

occupés et sapent les efforts visant à apaiser les tensions et rétablir la confiance, conclut le communiqué du ministère.

Photo: DR

Photo: DR